



# UNTM-gouvernement Un accord de dupes pour duper les travailleurs



Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : Mobiliser les Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali

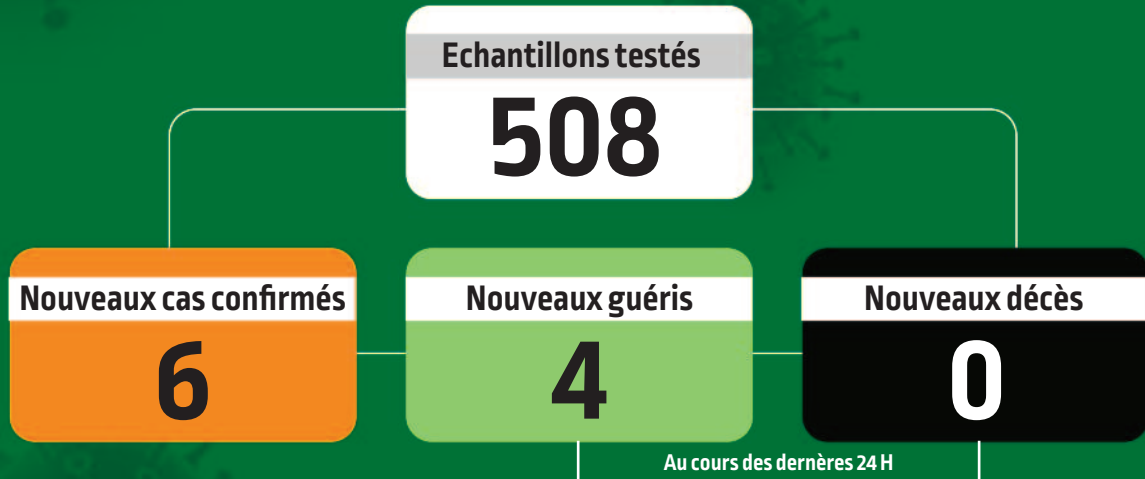


Sommet du G5 Sahel : L'Appel à la cessation du génocide peul

# COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au lundi 15 février 2021



## Bilan global de la situation du Covid 19



## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

<b>Une</b>	UNTM–gouvernement : Un accord de dupes pour duper les travailleurs	<b>P.5</b>
<b>Brèves</b>	Me Ben Mamata Touré : « Le blocage dans la mise en œuvre de l'accord réside en partie dans son opacité »	<b>P.11</b>
	Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali : « Au Mali, la France doit conditionner ses efforts militaires à une réforme de l'Etat »	<b>P.11</b>
	Grande mobilisation annoncée par le M5-RFP : Et si le gouvernement anticipait ?	<b>P.12</b>
	Barkhane : La plus haute hiérarchie des djihadistes ciblée	<b>P.12</b>
	Sans tabou : Kidal, la débauche de milliards	<b>P.13</b>
	Gao : Saisie d'armes et de munitions au cours d'une opération de fouille	<b>P.13</b>
	Kadiolo : La ville connaît une pénurie d'eau depuis quelques jours	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : Mobiliser les Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali	<b>P.15</b>
	Sommet du G5 Sahel : L'Appel à la cessation du génocide peut	<b>P.18</b>
	Marque WOTORO GANG : Une marque, un esprit !	<b>P.20</b>
	RJP-MALI : L'opérationnalisation effective d'un mouvement de jeunes n'est pas une chose facile.	<b>P.21</b>
	Sommet du G5 Sahel : L'opération barkhane en 3 questions	<b>P.22</b>
	Démolition de la zone aéroportuaire : L'APIM soutient le gouvernement dans sa démarche	<b>P.24</b>
<b>Politique</b>	L'ACRT de Issa Kaou N'Djim : Des démissions en cascade	<b>P.25</b>
	Transition : Le Conseil National de la Société Civile se démarque	<b>P.26</b>
	La perfidie de l'oubli : L'imposture de la posture messianique	<b>P.27</b>
	Les humeurs de Facoh : La transition de nos pas	<b>P.28</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Saint-valentin : « L'amour se fête tous les jours »	<b>P.29</b>
<b>International</b>	Cascade de démentis et de précisions : La trouille gagne le camp du pouvoir sénégalais	<b>P.30</b>
	G5 Sahel : L'indispensable soutien extérieur	<b>P.31</b>
<b>Sport</b>	Sport & musique : Askia Modibo, une icône au-delà de la musique !	<b>P.32</b>
	Cheick Diallo : Les raisons de son départ de la NBA	<b>P.32</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

# Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

## portant prévention et répression de l'enrichissement illicite s'étend à tous les agents publics sans exception

**Article 2:** Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

**Article 3:** Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



## UNTM–gouvernement : Un accord de dupes pour duper les travailleurs

Rarement une négociation sous l'égide d'une commission de conciliation pour empêcher ou mettre un terme à une grève aura été aussi étouffée. Ils étaient en effet six (6) conciliateurs, quarante et six (46) représentants du gouvernement, douze (12) de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) et trois (3) du Conseil National du Patronat Malien (CNPM) pour trouver une solution amiable au préavis de grève de la principale centrale syndicale du Mali.

Cette armada de négociateurs parmi lesquels s'étaient infiltrés de nombreux personnels d'appui a travaillé d'arrache-pied 15 jours pendant les mois de décembre 2020, puis de janvier et février de l'année en cours.

L'objectif était d'aboutir coûte que coûte à un accord d'ailleurs prématurément annoncé par

Me Harouna Touré, ministre du Travail et la Fonction publique qui a semblé, un moment, danser plus vite que la musique. C'est dix jours plus tard, précisément le 5 février que la bonne nouvelle a été à nouveau annoncée et suivie de déclarations et commentaires qui ne laissaient, cette fois-ci, aucun doute sur sa réalité.

Tous les maliens étaient ainsi soulagés car personne n'avait encore oublié les désagréments voire les dégâts des deux précédentes grèves de la grande centrale qui s'étaient respectivement étalées sur deux et cinq jours. Leur coût avait par ailleurs été estimés à une perte de plusieurs dizaines voire centaines de milliards de nos francs.

Un ouf de soulagement donc pour les citoyens, les entreprises et l'Etat.

Mais avec le recul et un examen approfondi du Procès-Verbal de conciliation signé il y a pour le moins un gros quiproquo ou plus certainement un marché de dupes sur le dos des travailleurs et du peuple malien. Tout laisse aujourd'hui croire que l'UNTM avait une claire conscience que nombre de ses revendications n'étaient absolument pas réalisables mais qu'elle ne pouvait plus y renoncer après une très forte surenchère pour mobiliser ses militants. Il lui fallait donc une porte de sortie honorable avant, soit de jeter certaines de ces revendications dans les oubliettes soit d'en faire un nouvel instrument de mobilisation et de pression sur le gouvernement. Pour les autorités de la transition, il fallait coûte que coûte éviter une autre grève qui, non seulement aurait été psychologiquement désastreuse mais aussi économiquement catastrophique. Il fallait donc, vaille que vaille un accord. Et « Accord » il y eût.

La question maintenant de savoir ce qu'il vaut et surtout s'il peut ramener une accalmie durable sur le climat social.

L'examen des points de revendication de l'UNTM permet de donner des pistes d'analyses et de réponses à cette question.

La plupart des 9 points soumis par l'UNTM au gouvernement n'ont en effet trouvé réponse



que dans la mise en place de commissions. Ne dit-on pas que la meilleure façon d'enterrer un problème est de créer une commission pour sa « résolution ? »

Ainsi en est-il des aspects relatifs :

**1 - Eradication des disparités dans les conditions des travailleurs par l'établissement de la justice sociale** : « Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali ont convenu de la mise en place d'une commission ad hoc qui travaillera pour une

période de 3 mois (du 31 décembre 2020 au 31 mars 2021). Ladite commission ad hoc qui a, d'ailleurs, commencé ses travaux le 06 janvier 2021, est chargée d'élaborer un schéma de propositions en réponse à la demande d'éradication des disparités dans l'octroi des primes et indemnité des travailleurs par l'établissement de la justice sociale formulée par l'Union nationale des Travailleurs du Mali. »

Les conclusions de la Commission ad hoc seront soumises à la validation de la commission

de conciliation au mois d'avril 2021. Les conclusions validées seront mises en œuvre au 1<sup>er</sup> juillet 2021. »

**2- Sur les compressés** : « Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission pour déterminer les bénéficiaires et leurs droits afin de procéder aux paiements avant le 31 mars 2021. » (Point 2)

- Cas OPAM-BDM-SOMIEX : « La constitution d'une Commission UNTM-Gouvernement pour



traiter les dossiers qui ont été envoyés au Bureau Exécutif par le Gouvernement lui-même pour leur traitement OPAM-BDM-SOMIEX etc. à partir de fin janvier 2021. »

Le Gouvernement ne voit pas d'objection à la mise en place d'une commission pour traiter des dossiers OPAM-BDM-SOMIEX à partir de fin mars 2021.

**3 - Sur les partants volontaires à la retraite :** « Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission pour déterminer les bénéficiaires et leurs droits afin de procéder aux paiements avant le 31 mars 2021. (Point 3)

**4- Sur le recrutement de jeunes diplômés dans les fonctions publiques (Point 5)** « Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission pour examiner la faisabilité de l'organisation par le seul ministère en charge de la Fonction publique de l'ensemble des concours d'entrée dans les fonctions publiques de l'Etat (y compris pour les corps relevant de l'ENA) et des collectivités territoriales. »

**5 - Sur la normalisation de la carrière administrative des recrutés divers de l'enseignement et le reclassement dans la fonction publique, en fonction des diplômes détenus par tous les jeunes anormalement utilisés dans des fonctions de conception et de direction dès le mois de janvier 2021.**

« Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission qui pendant 3 mois, à compter de la signature du présent procès-verbal, en vue d'élaborer et adopter le projet de texte relatif à la question, le cas échéant. »

**6 - La régularisation de la situation administrative des enseignants (cas des matricules 0100 pour l'ouverture prochaine.**  
« Le Gouvernement et l'Union nationale des



Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission de travail pour examiner les dossiers en vue d'une régularisation, au plus tard le 31 mai 2021. »

**7- La libération des domaines fonciers de l'ORTM et de l'IER illégalement occupés (Point 7).**

Le Gouvernement et l'Union nationale des Travailleurs du Mali conviennent de la mise en place d'une commission de suivi de 9 mois (à compter de la signature du présent Procès-Verbal) de l'ensemble des dossiers relatifs aux sous points ci-après sous réserve des décisions de justice (domaines de l'ORTM à Souleymanebugou ; l'application de la redevance-télé ; domaines de l'IER)

**8- La transposition dans le secteur privé (les augmentations de salaires obtenues en 2014 et 2019.**

Le Conseil national du Patronat du Mali et l'Union nationale des Travailleurs du Mali s'accordent à mettre en place un cadre de concertation, supervisé par le Gouvernement en vue de rendre effective l'ouverture des négociations salariales dans les branches et secteurs d'activités en application des Procès-verbaux de 2014, 2019 et 2021. Les travaux dudit cadre prendront fin, au plus tard, le 30 avril 2021. On le voit donc, de très nombreuses doléances de l'UNTM n'ont pas connu même un début de solution. Ils ont juste été différés dans un très proche avenir. Le gouvernement s'est donné un répit mais il risque très vite d'être rattrapé par sa signature. Car en vérité il n'aura de solution pour aucun des problèmes soumis aux différentes commissions créées.

■ Moctar Sow

**malikile.com**  
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

## Niaga Diop

La conférence de haut niveau sur la mobilisation des compétences de la diaspora pour l'emploi au Mali.

La deuxième session a regroupé des panelistes qui ont traité le thème sur l'apport de la diaspora dans la formation professionnelle. Plus de détails sur le visuel.

Le Ministre Mohamed Salia Toure a assisté à la session pendant 2h. Son Homologue Hamadoun Touré de la communication et de l'économie numérique a fait un témoignage sur son expérience en tant que malien de la diaspora.



## RFI Afrique

Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, jusqu'ici directeur général de la Gécamines, la compagnie minière d'État, a été nommé Premier ministre du gouvernement d'Union sacrée par le président Tshisekedi. Cette annonce a été faite par le porte-parole du président au Palais de la nation ce lundi après-midi.



## Apiè Sangala

Une lettre demandant l'expulsion d'un citoyen de la CEDEAO et une semaine après qu'il eut quitté le pays. An ka ta dron.



## Le Monde Afrique

Le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de l'ONU rappelle que la Minusma joue aussi un rôle politique.



## FRANCE 24

URGENT - La Nigériane Ngozi Okonjo-Iweala devient la première femme directrice générale de l'OMC



## Jeune Afrique

Le 11 février, le roi Mohammed VI a nommé Habiba Laklalech à la tête de l'Office national des aéroports. Pour Jeune Afrique, la désormais ex-numéro 2 de Royal Air Maroc (RAM) revient sur son parcours. Portrait d'une femme de l'ombre.



## Hamza B Sow

Amadou Dounga Maïga, Amadou Alber Maïga, Ben Le Cerveau, Nouhoum Sarr, Salia Touré, Hassan Sidibé etc en voilà quelques jeunes qui ont été appelés aux affaires étatiques. Je pense que l'union de toute la jeunesse autour d'un idéal juvénile participatif à la gestion de la cité est très importante. Je les félicite tous et j'espère qu'ils relèveront tous le défi. Chers jeunes, peu importe nos tendances et nos divergences, arrêtons les inepties quand l'un de nous a eu la chance d'avoir un poste politique.





Chers vous qui êtes aux affaires, rendez-nous fiers et montrez au monde entier que nous aussi pouvons.  
#YesWeCan



**Radio Quintan**

Gao: le gouverneur vient d'interdire la circulation de véhicules non immatriculés entre la ville et les cités voisines.  
Ceci pour des raisons de sécurité.



**Koulouba Actu**

Ancien DFM du ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire, l'actuel Secrétaire général (Segal) du ministère de la Santé s'est mis dans la peau d'un dérangeur public. C'est ainsi qu'il est accusé d'ouvrir une chasse à l'homme contre des cadres qui ne peuvent plus être tranquilles. Dans une circulaire, il instruit de faire l'in-



taire des véhicules et matériels du département. Dans un empressément incompréhensible, le Segal explique dans la lettre qu'il veut saisir les véhicules des cadres n'étant plus en fonction.



**Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int**

N'Djamena, 15 février 2021.

Ouverture, ce jour, 15 février 2021, dans la capitale tchadienne, des travaux de la 7ème Conférence des Chefs d'État des pays membres du G5 Sahel.



Le Président de la Transition du Mali, SEM Bah N'DAW, participe aux travaux.

La délégation malienne comprend le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, SEM Zeïni MOULAYE, le Ministre de la Défense et des anciens Combattants, Colonel Sadio CAMARA et le Ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni SANOU.



**Salif Tall**

Prestation de serment à Nioro du Sahel :  
Le nouveau gouverneur de la région de Nioro du Sahel, le Colonel-major Aly ANNAJI entre en fonction aujourd'hui, 15 février 2021.  
Félicitations et bon vent !



Atiwaaaaaaaaa  
Pour ceux ki se posaient la question, prkoi le manifeste? Les réponses commencent à venir et le prochain est la désignation du sage comme médiateur du Mali avec les groupes terroristes

L' Afrique a d'incroyables talents  
#CONGO : en visite officielle à #Djambala (départementdes Plateaux) le président Congolais Denis Sassou NGuesso, s'est vu remettre une valise contenant 100 millions FCFA par les cadres du département, en guise de contribution à sa campagne pour la présidentielle du 21 mars.  
B.A.N



**Abdoul Aziz Maiga**

Le #M5RFP organise un meeting d'information le dimanche 21 février 2021 au palais de la culture de Bamako à partir de 10h GMT. Malick Konate



**Douba Dembélé**

Ciment, augmenté  
Farine, augmentée  
Viande, augmentée  
Si IBK était au pouvoir, on allait crier au scandale.



**Ousmane Ousmo Dembélé**

"70% des recettes publiques sont dépensées directement ou indirectement en faveur de Bamako."  
Mohamed S. Toure



**J'aime mon pays le MALI**

Avec 04 grandes sociétés minières : B2Gold, Semico, Somilo et Goukoto  
Pourquoi KENIEBA n'a ni de route, ni d'électricité, ni l'eau et une école de mines ?



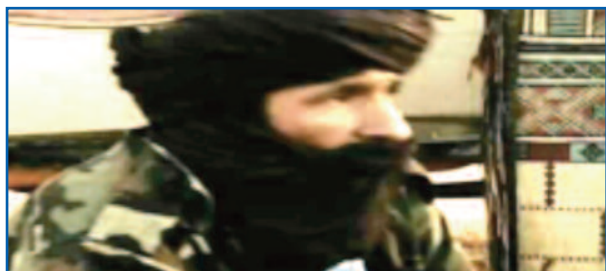
**Abdoulbaki Diallo**

"Il faut qu'on sorte du Mali qui commence à Bamako et se termine à Bamako." Moussa Ag Acharatoumane



**Fahad Ag Almahmoud**

Tout semble dire que Achafagui Ag Bouhada succéderait à feu Colonel Bamossa. La première mission de l'ancien chef militaire de la CMA serait de coordonner les opérations face à l'EIGS dans la zone des trois Frontières.  
Un conseil : faites beaucoup attention à vos commentaires, ils peuvent se retourner contre vous demain.



## Me Ben Mamata Touré : « Le blocage dans la mise en œuvre de l'accord réside en partie dans son opacité »



### Les propositions de l'éminent avocat.

1- Du côté de la CMA, informer en toute sincérité les concitoyens qui ont cru au projet d'indépendance de l'Azawad qu'il est impossible de construire un État Arabo-touareg sur un territoire occupé par plusieurs communautés qui n'adhèrent pas au projet d'indépendance. Le mot Azawad divise parce que basé sur un nationalisme Touareg dissimulé. A l'heure de la globalisation, on ne peut pas se donner le luxe de nous fragmenter.

Est-ce que la CMA est prête pour cette épreuve de vérité ?

2- Réorienter le combat vers la quête d'une gouvernance vertueuse dans un État républicain et laïc, ce qui unit toutes les communautés du nord et de manière générale toute la communauté nationale, c'est la nécessité d'une gouvernance efficace. La CMA est-elle prête pour cela ?

3- Joindre l'acte à la parole en créant les conditions du retour effectif de l'administration et des services sociaux de base ainsi que des forces armées et de sécurité. Sans État, pas de services sociaux. La CMA est-elle prête pour cela ?

4- Du côté de l'Etat, recueillir les réserves des autres communautés locales qui n'adhèrent pas au projet Azawad.

5- Recueillir les réserves des autres forces vives de la nation sur l'impact de l'accord sur l'ensemble du pays parce que les mesures contenues dans l'accord pour la plupart peuvent s'étendre aux autres régions. Le gouvernement est-il capable de faire cela ?

6- Demander aux intellectuels de se pencher sur les implications des réformes que l'accord introduit. Etat unitaire centralisé ? Etat unitaire composé de régions États ?

Mettre à jour les avantages et inconvénients des différentes options et leur impact sur le réel.

Informer clairement les Maliens sur les options.

7- Mettre ces conclusions dans le panier d'une Relecture consolidante de l'accord suivant le mécanisme de révision prévu par l'accord. La Relecture consolidante ainsi que toutes les activités ci-dessus décrites doivent se faire avec toutes les parties prenantes à la mise en œuvre de l'accord.

Pour ma part, je reste persuadé que les Maliens dans leur ensemble choisiront un système d'État unitaire basé sur les régions État. L'accord prévoit exactement ce modèle.

## Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali : « Au Mali, la France doit conditionner ses efforts militaires à une réforme de l'Etat »



Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali de 2002 à 2006, et Serge Michailof, le chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) exposent la nécessité cruciale, pour l'État malien, de se réinventer, alors que s'ouvre le sommet de N'Djamena en présence d'Emmanuel Macron.

Après huit ans de lutte, au moment où se tient à N'Djamena la conférence des cinq pays du G5 en présence du président Macron, il est souhaitable de faire le point sur notre action au Mali. Cette fin d'année 2020 et le début de 2021 ont été particulièrement meurtriers. En une semaine, cinq de nos soldats ont été victimes de mines artisanales. Une centaine de villageois ont été assassinés le 3 janvier au Niger à la frontière du Mali. Enfin une attaque le 9 janvier par un véhicule suicide a fait six blessés graves parmi nos soldats. Ce triste bilan nous rappelle que la situation dans ce pays n'a cessé de se détériorer depuis 2015 et que l'ennemi maîtrise désormais les techniques de la guérilla qui ont durement éprouvé l'armée américaine en Irak et en Afghanistan.

Certes, l'opération Éclipse, conduite conjointement du 2 au 20 janvier dans la zone des trois frontières par l'armée française et l'armée malienne, s'est traduite par des succès tactiques. Mais ces succès militaires ne peuvent renverser ???

Source : Le Figaro

Il ne s'agit pas de décentralisation poussée dans l'accord mais d'un système de régions État. La CMA doit abandonner le projet Azawad, encourager et faire accepter l'administration dans les localités sous son contrôle. Le gouvernement doit écouter les réserves des voix discordantes, recueillir les analyses des spécialistes sur les implications du modèle politique et institutionnel que prévoit l'accord, les différents types d'État que l'accord implique, tirer au clair les avantages et les inconvénients des différentes options. Informer les citoyens des enjeux et mettre en place un cadre de Relecture Consolidante de l'accord avec les partenaires.

A défaut, on va continuer à tourner dans le vide.

Me MAMATA TOURÉ

## Grande mobilisation annoncée par le M5-RFP : Et si le gouvernement anticipait ?

**E**n conférence de presse pour informer l'opinion nationale et internationale des grandes décisions issues de leur entrevue, les leaders du M5-RFP sont déjà vent debout et entendent remobiliser les Maliens pour imposer le changement auquel ils aspirent. Choguel Kokalla Maïga et ses camarades semblent déterminés pour faire aboutir leurs légitimes revendications d'un Etat où la bonne gouvernance serait la règle de gestion des affaires publiques. Pour les barons du M5-RFP, après un combat héroïque contre le régime corrompu, lequel combat ayant conduit à sa chute, il n'est pas acceptable de confisquer cette lutte du peuple. Le gouvernement va-t-il prêter une oreille attentive à ce cri de cœur du M5-RFP ? Et si le gouvernement anticipait en associant toute la classe politique dans la gestion.

Décidément, le Mali est loin de retrouver le chemin pouvant le conduire à la paix et à la stabilité, même après la chute du régime IBK, accusé d'être à la base de l'affaissement du Mali. Le coup d'Etat du 18 Août censé jeter les bases d'un nouveau Mali semble être une équation à plusieurs inconnues. La transition qui s'en est décollé s'embourbe dans un pilotage à vue, et les vrais acteurs du changement sont mis à l'écart au profit des gens ne répondant ni aux critères intellectuels, ni moraux encore moins techniques. C'est pourquoi les acteurs du changement que sont les animateurs du M5-RFP sont montés au créneau pour dénoncer certains états de fait et demander aux autorités de la transition de redresser la pente avant qu'il ne soit trop tard. N'ayant pas satisfaction, le M5-RFP projette de descendre dans la rue pour imposer le changement auquel aspirent les Maliens.



Aujourd'hui, il ne fait l'ombre d'aucun doute que le M5-RFP, au regard de la grande déception des autorités de la transition, pourrait mobiliser une frange importante des Maliens. Donc, il est grand temps pour Bah N'Daw, le Président de la transition, d'anticiper pour éviter une éventuelle mobilisation, en impliquant les forces sociopolitiques dont celles du M5-RFP et cela par souci d'inclusivité, de consensus et de stabilité. Après cinq mois de colmatage, de gestion au jour le jour, l'heure est venue de tout mettre à plat pour aller sur des nouvelles bases, celles qui permettraient de jeter véritablement les fondements du Mali kura. Le Mali doit maintenant sortir de l'impasse et rompre avec les coups d'Etat à répétition. Pour ce faire, il faut des réformes pouvant aboutir à des institutions fortes.

En somme, l'heure du renouveau a sonné, malheur à ceux qui se mettront à contre-courant de la marche irréversible du peuple.

**Youssef Sissoko**  
Source : Infosept

## Barkhane : La plus haute hiérarchie des djihadistes ciblée

**M**aintenant que l'État islamique au Grand Sahara est « durablement affaibli », la France souhaite s'attaquer au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, lié à Al-Qaïda.

Un an après le sommet de Pau, en janvier 2020, Barkhane cherche à se fixer de nouveaux objectifs. La réunion qui se tient lundi et mardi à N'Djamena entre notamment les pays du G5 (Mali, Mauritanie, Niger Burkina Faso et Tchad) et la France doit permettre de les officialiser. Au pied des Pyrénées, il avait été décidé de concentrer les efforts sur la zone dites des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, terrain de déploiement des djihadistes de l'État islamique au Grand Sa-

hara (EIGS), désigné ennemi numéro un. Une stratégie qui a porté ses fruits. L'EIGS est, selon un haut officier français, « durablement affaibli » et les trois frontières, mieux contrôlées.

Désormais, Barkhane, tout en « consolidant ses gains », souhaite se tourner vers l'autre mouvement islamiste actif dans la zone, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à al-Qaïda, et, assure-t-on à l'Élysée, « viser sa plus haute hiérarchie ». Une stratégie qui étonne. « Autant, à Pau, l'idée de concentrer

Source : Le Figaro



## Sans tabou : Kidal, la débauche de milliards



**L**e lendemain de la tenue à Kidal de la cinquième réunion de haut niveau du Comité de suivi de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (CSA), la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) jubile et crie victoire. Dans un communiqué diffusé ce vendredi 12 février, la CMA a exhorté tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'accord de paix inter-malien « à plus d'engagements pour une application diligente et intégrale de l'Accord issu du processus d'Alger ».

En grande gagnante de cette farce qui n'aura duré qu'une journée, mais coûté plus 500 millions de nos francs, la CMA a appelé les parties, pour ne pas dire le gouvernement, à « poursuivre les discussions sur les conclusions de la feuille de route actualisée, notamment, les travaux des experts sur les questions de défense et de sécurité en vue d'aboutir le plus rapidement à un compromis entre toutes les parties ».

Si aucun participant à cette comédie de mauvais goût n'a osé lever le coin du voile sur la manne financière détournée pour tenir cette réunion de Kidal, notre confrère Séga DIARRAH croit savoir sur son compte Twitter qu'une taxe de séjour de 1 million de dollars par délégation avait été exigée. A-t-elle été payée par le gouvernement ? Si le confrère ne répond pas à la question, il révèle toutefois que la MINUSMA, quant à elle, a décidé de débloquer un million de dollars pour rétablir le réseau d'eau potable dans la ville de Kidal, plongée dans le noir où il n'y a ni eau potable ni soins de santé. Si ces informations s'avèrent, la rencontre de Kidal se sera soldée alors par une débauche de milliards pour une farce révoltante.

Se réjouissant de la tenue de la réunion délocalisée à Kidal dans «des conditions matérielles, morales et sécuritaires à la hauteur des souhaits», la CMA salue dans le même communiqué «le courage et le professionnalisme de ses forces armées de sécurité qui ont investi toutes leurs énergies dans la mission assignée».

La tenue de cette réunion à Kidal a également été saluée par plusieurs représentants de la communauté internationale qui y voient un signal fort de décrispation entre les parties maliennes et un pas vers la normalisation des relations entre le Nord et le Sud.

PAR BERTIN DAKOUO  
Source : INFO-MATIN

## Gao : Saisie d'armes et de munitions au cours d'une opération de fouille



**U**ne opération de fouille des véhicules a été organisée ce week-end à Gao par le commandement de la zone de défense sur ordre du gouverneur de la région.

Selon les organisateurs, environ 6 véhicules non immatriculés, 11 armes, des munitions et d'autres matériels ont été saisis. À rappeler que les mesures prises par le gouverneur de la région entrent en vigueur à partir de ce 15 février jusqu'au 1er mars avec l'instauration du couvre-feu de 21h à 5h.

Source : STUDIO TAMANI

## Kadiolo : La ville connaît une pénurie d'eau depuis quelques jours



**D**epuis une dizaine de jours, certains quartiers de la ville de Kadiolo n'ont pas d'eau potable. Selon la SOMAGEP, les causes sont les travaux de bitumage en cours sur la route PK18-Kadiolo-Zégoua. Certains tuyaux du réseau d'adduction d'eau de la ville auraient été détruits par les travaux. Une rencontre sur le sujet a regroupé ce week-end, les autorités politiques et administratives, les représentants des entreprises chargées des travaux de bitumage et les responsables de la SOMAGEP. La réhabilitation des tuyaux détruits va bientôt commencer, rassure la Somagep.

Source : STUDIO TAMANI

# BAMAKO 18 - 19 FEVRIER 2021

— A AZALAÏ HOTEL SALAM —



**Thème :**

**Etat, Citoyenneté, Laïcité, Religions : Etat des lieux et perspectives au Mali**

## INTERVENANTS

<b>Emmanuel SAGARA</b> Ancien S/G à la Présidence	"La place et l'importance du Dialogue inter religieux et de la laïcité dans un Mali moderne".
<b>Gilles HOLDER</b> Anthropologue	"La laïcité à la malienne : entre liberté de croyance et croyance en liberté".
<b>Col Abdoulaye MAIGA</b> Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	"Le dynamisme de la relation Etat-citoyenneté, gage de l'équilibre social".
<b>Me Mountaga TALL</b> Ancien Ministre	"Le code des Personnes et de la Famille au regard de la laïcité et des droits des Femmes dans le contexte malien".
<b>Didier MAUS</b> Constitutionnaliste	"Etat et laïcité : le cas français".
<b>Hamidou MAGASSA</b> Ecrivain	"La laïcité face aux enjeux de protection des valeurs socioculturelles dans les familles, la cité, les médias et l'espace public : état des lieux et pistes de solution".
<b>Bintou SANANKOU</b> Ecrivain	"La laïcité face aux enjeux de protection des valeurs socioculturelles dans les familles, la cité, les médias et l'espace public : état des lieux et pistes de solution".
<b>Boubacar BA</b> Juriste et analyste institutionnel	"Faut-il négocier avec les acteurs étatiques non armés au Mali. Approche pour une offre de dialogue, de médiation et d'une stratégie d'intervention".

Hamdallaye ACI 2000 - Rue 384 - BP E1752 - Bamako / Mali - Tél. +222 20 29 28 64

Email : [info@forumbamako.com](mailto:info@forumbamako.com) / Site web : [www.forumbamako.com](http://www.forumbamako.com)

# Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle : Mobiliser les Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali



**A** l'initiative du gouvernement en collaboration avec des agences spécialisées du système des Nations Unies, la cérémonie de lancement de la conférence de Haut niveau était placée sous la présidence de Moctar Ouane, Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Il y avait aux cotés des autorités maliennes, Mme Mbaranga Gassarabwé, représentante spéciale adjointe du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente des systèmes des Nations Unies au Mali, l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali, S.E Barth Ouvry, l'Ambassadeur de Chine et bien d'autres pour marquer leurs soutiens à cet im-

portant projet.

Dans son discours, le premier ministre a salué l'initiative de la présente « conférence de haut niveau pour la mobilisation des compétences de la diaspora pour l'emploi au Mali ». Selon Moctar Ouane, la mobilisation des compétences de la diaspora une problématique à laquelle le Gouvernement de la République du Mali accorde une priorité élevée comme l'atteste, au demeurant, le Plan d'action du gouvernement de la Transition qu'il entend présenter devant le Conseil national de la Transition, le 19 février 2021.

Dans la perspective d'accélérer le développement économique du pays, de créer plus de richesses et d'emplois durables et de lutter

efficacement contre la pauvreté, et conformément au plan d'action de la politique nationale de l'emploi, tous les acteurs de tous les secteurs et domaines socio-économiques doivent être impliqués en faveur du développement de l'emploi au Mali a-t-il ajouté. Cette 1ère journée a été très enrichissante tant au niveau de la qualité des interventions que de la présence des partenaires techniques et financiers.

La communauté malienne vivant à l'extérieur du pays qui est estimée à plus de 05 millions regorge, notamment, d'investisseurs, d'experts hautement qualifiés et de techniciens reconnus pour leur savoir-faire et dont le pays a besoin pour son développement économique, social et culturel.



En 2017, les Maliens de l'extérieur et la diaspora malienne ont injecté plus de 538 milliards FCFA dans l'économie du pays par leurs transferts d'argent à leurs proches ou/et dans des projets sociaux communautaires.

malienne est l'une des plus dynamiques en Afrique. Elle contribue à la dynamisation de l'économie nationale par des transferts d'importants fonds qui s'élèvent à hauteur de 180

Millions d'Euro, à peu près 117 milliards de Franc CFA. Mais au-delà de cet apport financier-là, la diaspora regorge d'énormes compétences, de savoir-faire, de savoir être qui est

**Au sortir de la cérémonie, nous avons tendu notre micro au ministre de l'Emploi et la Formation Professionnelle. Lisez**

**Malikilé : Vous venez de procéder au lancement d'un important projet qui permettra de mobiliser les compétences de la diaspora pour l'emploi au Mali. Quelles sont vos premières impressions ?**

**Mohamed Salia Touré :** Je crois que je suis satisfait. Satisfait de la formidable mobilisation dont les partenaires ont fait montre aujourd'hui, et l'intérêt que ça suscité auprès d'eux. Ce n'était pas évident, ce n'était pas gagné. C'est en 3 mois que nous avons mis tout ça en place, je crois qu'il y a eu au moins une vingtaine de réunions et avec les différentes équipes techniques des systèmes des Nations Unies. Mais voir aujourd'hui que le programme se met en place est quelque chose de très satisfaisant. Je crois que ce que nous poursuivons comme objectif est très simple. Comme il a été dit dans la salle, la diaspora





extrêmement important aujourd'hui pour notre jeunesse.

Et donc, ce que nous voulons faire très concrètement à travers ce programme, c'est dresser un pont, construire un pont entre les compétences de la diaspora malienne et les besoins de la jeunesse en matière de formation qualifiante.

Donc, aujourd'hui, nous sommes sur le terrain de la formation professionnelle pure et dure. C'est en quelque sorte le tokten des métiers que nous voulons mettre en place. Il y a le tokten des universitaires, des scientifiques. Ce programme va nous permettre, pendant 5 ans d'aller mobiliser un mécanicien malien qui est installé à Philadelphie, un plombier malien en Allemagne, un électricien malien qui est en France pour venir passer des séjours court, moyen et long afin de dispenser, de transférer une partie de son expertise, de sa compétence à nos jeunes dans les centres de formation professionnelles qui sont construits, que nous sommes en train de construire un peu partout sur le territoire. Aujourd'hui, nous en avons 18, 13 sont opérationnels, et nous travaillons à rendre opérationnelle les 5 autres et à en construire davantage. Parce que ma conviction la plus profonde est que le Mali ne se stabilisera que par la formation professionnelle. C'est ce qui va permettre un avenir pour notre jeunesse.

**Malikilé :** Vous avez un vaste programme au niveau du ministère de l'emploi, sur l'emploi et à la formation professionnelle. Quelle articulation concevez-vous avec le ministère des maliens de l'extérieur ?

**Mohamed Salia Touré :** Voilà, concrètement, c'est une question très pertinente. Nous avons, aujourd'hui la logistique, parce que les centres de formations existent, ils sont équipés. Le Centre de Formation Professionnelle de Sénou a un équipement de pointe. Mais, l'autre chose, c'est que c'est bien de construire des centres, mais ces centres ne serviront à rien s'il n'y a pas de formateurs qualifiés qui peuvent effectivement assurer la formation de qualité aujourd'hui. Parce qu'aujourd'hui, vous allez voir à Bamako, le meilleur plombier, certainement ce n'est pas un malien, le carreleur, ce ne sont pas des maliens. Ce sont des gens de la sous-région qui le font. Donc, c'est pour dire que



nous avons un problème de ressources, de main d'œuvre qualifiée dans ces métiers-là. Et donc, nous pensons que la diaspora constitue un meilleur atout pour nous, pour aller apporter effectivement cette formation qualifiante de qualité qui manque.

Le travail justement du ministère des maliens de l'extérieur, ce pourquoi nous l'avons associé à ce programme-là, est qu'à travers ce ministère, nous allons identifier les compétences de la diaspora. Nous passerons par eux. Ils ont les outils qu'il faut, ils ont les structures qu'il faut, ils sont en lien avec les faitières de la diaspora. Pour identifier les compétences, c'est eux qui peuvent nous donner la cartographie des compétences de la diaspora. Ils peuvent nous dire ; attention, vous avez un malien très pointu en construction métallique, par exemple qui est installé à Pointe Noire au Congo ou bien un autre malien qui est champion dans le domaine de la pâtisserie en Allemagne, en Belgique, en Finlande. C'est eux qui les connaissent. Nous passerons par eux pour les identifier. Le programme va les mobiliser pour qu'ils viennent faire les séjours courts,

moyens et longs termes pour dispenser des cours dans ces domaines. L'infrastructure, toute l'ingénierie existe déjà. Parce que les centres sont équipés. Il suffit de mobiliser les compétences et la diaspora est notre meilleur atout.

**Malikilé :** Votre mot de la fin ?

**Mohamed Salia Touré :** Je pense que c'est un espoir. Nous fondons beaucoup d'espoir sur ce programme-là, qui va, encore une fois nous permettre de donner beaucoup de à la jeunesse. Donner des perspectives, encore une fois à la jeunesse. Ils sont (nos jeunes) presque 180 milles qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi avec très peu de compétence. Donc, c'est quelque chose qui doit nous couper le sommeil. Mais, je pense que ce programme en même temps, nous donne de l'espoir qu'il est possible de construire un meilleur avenir pour le Mali

■ Entretien réalisé par Moctar Sow

## Sommet du G5 Sahel : L'Appel à la cessation du génocide peul



La lutte contre le terrorisme au Sahel est multiforme et s'accompagne souvent d'affrontements intercommunautaires voire ethniques. Ainsi se sont formés, particulièrement au Mali, des groupes dits d'autodéfense qui se sont très souvent attaqués à une communauté donnée. C'est ce qui a accompagné les conflits entre les communautés peules et dogons. Ces conflits qui étaient ceux qu'opposent traditionnellement depuis des siècles les Peuls éleveurs et Dogons agriculteurs trouvaient toujours leurs solutions à l'intérieur des dites communautés à travers des mécanismes de règlement propres et efficaces. Or ces mécanismes sans disparaître semblent s'être affaiblis quand les conflits entre communautés se sont exacerbés par l'installation de groupes armés de bandits et de djihadoterroristes. Les Peuls furent très vite associés aux groupes terroristes djihadistes affiliés, dit-on, à Amadou Koufa, et combattus comme tels tant par les groupes armés des autres communautés mais aussi par les forces armées nationales même si celles-ci se sont toujours défendues de s'attaquer aux communautés peules. Il apparaît donc nécessaire de s'attaquer vertement à un conflit qui pourrait dégénérer en guerre inter ethnique voire régionale si une politique d'apaisement et de protection n'est pas rapidement mise en place. D'où l'appel de cadres de la communauté peule du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad, aux chefs d'État du G5 Sahel réunis à

N'Djamena dans la capitale tchadienne, pour inscrire ce qu'on pourrait appeler « la question peule » dans les échanges de haut niveau car, estiment-ils, c'est « aussi et surtout de la survie et de l'avenir des communautés peules dans le Sahel qu'il s'agit ».

Dans la lutte contre le terrorisme, particulièrement au Burkina Faso et au Mali, « la question peule » s'est plusieurs fois invitée dans les débats. En effet, dans ces deux pays, certaines communautés comme les forces armées nationales ont été accusées tant par les associations peules comme Tabital Pulaaku mais aussi par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) de cibler spécifiquement les populations civiles peules soumises à des tueries et incendies des villages ciblant aussi bien les jeunes que les personnes âgées, les

femmes et parfois des enfants. La raison invoquée dans ces tueries et autres exactions visant les communautés peules est que celles-ci sont soit membres des groupes djihadistes ou leurs informatrices. Ainsi on en est arrivé à croire et à faire croire que derrière chaque Peul se cache un djihadiste, d'où la demande des signataires de l'Appel de partager avec les Chefs d'État du G5 Sahel et de la France « les préoccupations et inquiétudes des communautés peules de par le monde, ainsi que de toutes les personnes éprises de paix et de justice, par rapport à la gestion qui est faite aujourd'hui des problèmes sécuritaires dans les pays du Sahel ».

Pour les personnalités peules signataires de l'Appel aux Chefs d'État du G5 Sahel et de la France, la lutte contre le terrorisme est noble et louable. « La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent est une lutte légitime, et elle doit être menée avec vigueur et sans concession, dans le respect scrupuleux des droits humains, dans l'équité et la justice pour toutes les populations victimes de ce fléau. Nous saluons les efforts des États du G5 Sahel, de la France et de tous leurs partenaires de la Communauté Internationale pour venir à bout du terrorisme et de l'extrémisme violent. Nous avons l'espoir que ces efforts seront couronnés de succès », écrivent les signataires. On le voit, il ne s'agit donc pas de défendre les Peuls simplement parce qu'ils sont peuls, mais de s'opposer à la politique du « Tout Peul est un djihadiste en puissance ». Car cette vision s'est accompagnée et continue de s'accompagner de violations graves des droits humains qui pourraient à la limite être assimilées à un génocide, et la mention dans l'Appel d'« inquiétudes des communautés peules



de par le monde » dit clairement que la question a revêtu une dimension internationale qui interpelle les Peuls de l'Afrique entière et au-delà.

Il ne s'agit pas ici d'un appel à l'insurrection peule mais d'un appel à éviter que l'injustice qui frappe la communauté peule ne soit la source d'un conflit majeur d'où la «peine» qui étreint les signataires de l'Appel et qu'ils voudraient partager avec les Chefs d'Etat du G5 Sahel et de la France. Certes on se souvient qu'au Sommet de Pau en France de janvier 2020, Emmanuel Macron avait déclaré que « la communauté peule n'est l'ennemie de personne ». Cependant cette déclaration n'a pas été suivie d'actes concrets car les communautés peules continuent encore aujourd'hui d'être stigmatisées. Et malheureusement le bombardement de Barkhane sur le village de Bounty a donné l'occasion à certaines associations peules de dénoncer ce qui apparaît pour elles comme une bavure malgré les démentis des forces françaises et maliennes que l'attaque visait un groupe de terroristes et non de civils fêtards. C'est la preuve que « la question peule » est devenue une préoccupation majeure qui mérite une attention particulière. Pour les personnalités peules signataire de l'Appel aux Chefs d'Etat du G5 Sahel et de la France, les Peuls sont identifiés, poursuivis et châtiés parce qu'ils sont avant tout peuls. C'est ce qui est expressément écrit en ces termes : « nous estimons qu'il n'y a pas de peuple ou d'ethnie d'essence terroriste ou djihadiste. Aussi, dans le cadre de cette lutte anti-terroriste, nous sommes d'avis qu'aucune communauté ne devrait être isolée, ciblée en tant que telle et faire l'objet d'attaques d'où qu'elles viennent pour la seule raison qu'elle est de tel groupe ethnique. Or, c'est ce qui arrive malheureusement, et assez souvent, à la communauté peule dans plusieurs pays du Sahel ». L'accusation est sans équivoque. Elle est née de plusieurs dizaines de cas avérés d'attaques armées contre les populations de villages peuls, parfois même de quartiers peuls à l'intérieur de villages où habitent d'autres communautés. D'où la conviction que « la communauté peule dans sa globalité n'a jamais été aussi martyrisée que dans la période actuelle, sous le prétexte de la guerre contre le terrorisme ».

C'est ce sentiment d'exclusion et de ciblage, de violences inhumaines qui est à la base de



la rébellion au nord du pays, particulièrement dans la zone de Kidal et de la volonté indépendantiste de certains Touareg. C'est pourquoi il est impérieux de ne pas commettre à nouveau les erreurs et errements des 1ère et 2ème Républiques dans la lutte contre la rébellion touarègue de Kidal. Il est plus que jamais urgent d'arrêter la spirale de la violence contre les populations peules car ce ne sont pas les populations sans voix qui dénoncent la politique anti peule mais des intellectuels de haut niveau et de plusieurs pays du Sahel. Voilà pourquoi l'Appel devra trouver des oreilles attentives. « Convaincus que la clé des solutions réside moins dans les tueries que dans les actions de développement et de bonne gouvernance, nous attendons des pays du G5 Sahel, de la France et de tous leurs partenaires dans la lutte contre le terrorisme, qu'ils s'engagent solennellement et résolument, tout en combattant le terrorisme, à empêcher par tous les moyens un génocide dans

la région du Sahel, voire ailleurs », écrivent les signataires. Il est important que cet Appel soit entendu car c'est une question de survie de populations et de stabilité dans tout le Sahel.

## Les signataires de l'Appel :

Pr Gnalibou Boureima DICKO, Mali, + 223 76 47 41 37, email gnalibouly@yahoo.fr  
Pr Fary Silate KA, Sénégal, +221 77 510 97 58, email farysilateka@gmail.com  
Pr Issa DIALLO, Burkina Faso, + 226 70 25 11 95, email dialloiss@gmail.com  
Honorable Abdoua MAINASSARA, Niger + 227 96 48 36 26, email : cebase@yahoo.fr  
Maitre Hassane BARRY, Mali + 223 73 5651 50, email barryhassane@yahoo.fr  
Ahmadou Ousmanou, Tchad +235 66 28 76 06  
Dr Aly BARRY, Mali +223 76 45 00 47, email barry.nfsd@gmail.com

■ Diala Thiény Konaté



# Marque WOTORO GANG : Une marque, un esprit !

Le lancement de la marque Wotoro gang a eu lieu, dimanche 14 février 2021, à la Maison de la Presse pour les concepteurs de la marque au cours d'une conférence de presse.



**L**a marque Wotoro gang est l'initiative d'un regroupement de jeunes très ambitieux. Ils veulent faire la promotion du consommateur malien et par ricochet magnifier les jeunes qui poussent les charrettes pour gagner leur pain. Ce concept est né de la volonté d'un jeune opérateur économique de 22 ans (Ousmane Keita) d'offrir non seulement des produits de qualité aux Maliens, mais aussi d'inciter la jeunesse malienne à prendre son destin en main. "Wotoro Gang" est une marque appelée à influencer la mode malienne dans les années à venir. Pour le jeune entrepreneur et fondateur de la marque et son équipe, cet investissement vise à faire comprendre à la jeunesse malienne qu'il n'y a pas de sot métier comme le démontre le logo de la marque qui se veut le creuset des valeurs entrepreneuriales et sociétales. Il n'y a pas de honte à pousser des charrettes ou des poussepousse si cela peut permettre de vivre à la sueur de son front et de réaliser ses ambitions. A en croire mademoiselle Aïssata Kanouté, la jeunesse malienne doit impérativement quitter la position attentive pour affronter les réalités

de la vie. « Cette marque a pour vocation de cultiver l'amour du travail à la jeunesse qui semble être à la croisée des chemins. Nos produits sont entre autres, des pulls, des joggings, des T-shirts, des casquettes, des bonnets, des sacs bananes, des pagnes wax et des chaussures en cuir. Qui veut aller loin, ménage sa monture ! Nous avons de grandes ambitions, mais nous ne voulons pas sauter les étapes. C'est un investissement sur fond propre. Dans les perspectives, nous comptons ouvrir d'autres boutiques à Bamako et dans les capitales régionales. Avec la multiplication des points de vente, nous allons ouvrir de l'emploi aux jeunes. Ce qui leur permettra de quitter dans la précarité et de booster l'économie de notre pays », a-t-elle précisé.

## Volet humanitaire

Toutefois, elle précise que les 20% des ressources générées sur la vente des produits serviront à aider les personnes démunies. Il est important

de noter que bien avant la création, nous évoluons dans l'humanitaire depuis quelques années. Nous sommes conscients que malgré notre volonté, ce que nous faisons n'est pas suffisant. C'est pourquoi nous avons pensé à trouver d'autres sources de revenus afin de pouvoir apporter plus à nos concitoyens défavorisés. La solidarité est une vertu de la société malienne.

Quant au jeune opérateur Ousmane Keita, il a indiqué que la première boutique "Wotoro Gang" ouvrira ses portes le 21 février 2021, à Hamdalaye ACI non loin de l'hôtel Radisson. Mieux, il a précisé que la vente en ligne est aussi en projet. Aussi, il a invité la jeunesse malienne à plus d'imagination pour créer de la valeur ajoutée.

Tous les membres de ce regroupement de jeunes ont pris part à cette conférence de presse comme pour dire avec la synergie des efforts, on pourrait s'imposer sur le marché de l'emploi. La jeunesse est le fer de lance du développement.

■ Ibrahim Sanogo

## RJP-MALI : L'opérationnalisation effective d'un mouvement de jeunes n'est pas une chose facile

A l'occasion de la Célébration de son anniversaire, le mouvement du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme (RJP-Mali), a rencontré une pléiade de journalistes à la Galerie Soundiata sise à ACI 2000. Ils ont saisi cette occasion pour jeter un regard rétrospectif sur la première année du mouvement.

L'objectif recherché pour la première année était de mettre en place un noyau pour le renforcement organisationnel et institutionnel du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme et de nouer des partenariats avec d'autres jeunes qui évoluent dans le même secteur.

A l'entame de la cérémonie, le Vice-Président du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme, (RJP-Mali), Amar Zouboye, a tenu à saluer tous ceux qui ont bien voulu honorer de leur présence cette cérémonie commémorative. Il en a profité pour faire mention spéciale à monsieur Moussa Ben DIABATE, qui a participé à la première Assemblée Générale malgré son agenda chargé. « **Mieux, je tiens à préciser que le Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme a toujours bénéficié de son accompagnement constant** », a-t-il dit.

Le mouvement du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme est composé de 15 membres. La création de ce bureau a été faite à la suite de plusieurs questionnements d'intérêt national. Face à la complexité de la crise qui écumine notre pays, il était nécessaire de fédérer tous ceux qui sont soucieux de l'avenir du Mali pour faire front contre les défis majeurs. En termes clairs, il s'agit entre autres de la crise socio-politique, du manque de patriotisme, le refus du respect des principes de la citoyenneté et de la démocratie. « **Terre de vieille civilisation, nous disposons encore de ressources pour faire face à tous ces maux qui minent notre société. Malgré le nombre restreint de ses membres, le RJP-MALI a pour mission de lutter contre l'incivisme, la corruption, l'impunité pour ne citer que ceux-ci** », a souligné Amar Zouboye.

Par ailleurs, le chargé de la communication du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme (RJP-Mali) Ousmane Pamanta, pour sa part, a indiqué que la présente conférence de presse s'inscrit dans le cadre de la célébration de 1 an du RJP-MALI, l'histoire de faire le bilan des actions menées et de se projeter pour un avenir radieux. « **L'opérationnalisation effective d'un mouvement de jeunes n'est pas une chose facile. Nous sommes engagés à encadrer des jeunes volontaires sur la bonne conduite vis-à-vis de la société** », a-t-il insisté.

Au cours de la rencontre, les membres du Rassemblement des Jeunes pour le Patriotisme (RJP-MALI) se sont entretenus avec les médias sur les activités réalisées et d'exposer comment le Mouvement compte renforcer le patriotisme et la citoyenneté auprès d'une jeunesse en perte de repère. Des réponses précises ont été apportées à ces différentes interrogations. Pour eux, il est temps que les jeunes acceptent de se ressourcer auprès de la génération ancienne. Ce retour à notre identité culturelle permettra de toute évidence de former des citoyens modèles. Le Mali a besoin des citoyens ancrés dans leurs valeurs ancestrales pour amorcer un développement harmonieux. Cela nécessite l'engagement totale de toutes les différentes couches professionnelles du Mali. La conférence de presse a pris fin sur des notes d'espoir.

■ Ibrahim Sanogo dit Oliver



# Sommet du G5 Sahel : L'opération barkhane en 3 questions



**E**mmanuel Macron retrouve, en visioconférence, les chefs d'Etat du G5 Sahel ce lundi pour une réunion décisive pour l'avenir de l'opération militaire lancée il y a huit ans. Un « réajustement » du dispositif est à l'étude.

Ce lundi 15 février s'ouvre un sommet décisif pour l'avenir de l'opération Barkhane, réunissant Emmanuel Macron et les chefs d'Etat du G5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie). En raison du « contexte sanitaire » lié à l'épidémie de Covid-19 et parce que, les frontières étant fermées, « il s'applique les mêmes contraintes que les Français », le président de la République ne se rendra pas à N'Djamena, la capitale tchadienne, mais participera à la réunion en visioconférence depuis l'Elysée.

S'il n'est pas question de retrait des troupes françaises, un « réajustement » du dispositif pourrait être annoncé. Trois questions pour faire le point.

## 1. Quel bilan pour Barkhane, huit ans après ?

Le 11 janvier 2013, le président François Hollande déclenchait l'opération Serval à la demande du gouvernement malien pour stopper l'offensive de katibas – bataillons – djihadistes menaçant la capitale malienne, Bamako. De quelques centaines d'hommes au début, des forces spéciales notamment, les troupes françaises sont passées au nombre de 5100 depuis le « surge » (sursaut) ordonné par Emmanuel Macron en janvier 2020, avec le renfort de 600 soldats. « Si nous sommes toujours présents au bout de huit ans, c'est parce que le projet des groupes armés terroristes (GAT), alliés aux grandes centrales que sont Al-Qaïda et Daech, est inchangé : faire régner la charia », explique la ministre des Armées Florence Parly.

Le bilan de Barkhane (qui remplaça Serval en 2014) est contrasté. D'un côté, des « succès tactiques » indéniables, avec la « neutralisation » (élimination en langage militaire) de cheikhs importants et de nombreux djihadistes, le quadrillage de zones dans la région ultrasensible des Trois frontières (Mali, Bur-

kina Faso, Niger), l'aguerrissement des armées locales sahéliennes et la (trop) timide mise en place d'opérations de développement durable pour tenter de « fixer » les populations. « Le surge a permis de sauver une deuxième fois le Sahel », vante-t-on à l'Elysée.

Sommet du G5 Sahel : l'opération Barkhane en 3 questions

Pourtant, cet épice du terrorisme reste fragile et mouvant : « Si on se replie, demain tout repart », admet un haut gradé. Le groupe Etat islamique au Grand Sahara (EIGS), vassal de Daech, est affaibli et divisé, « ses assauts par des nuées de motos et pick-up contre des camps militaires sont plus rares et moins efficaces », selon le cabinet militaire de Florence Parly. Mais le RVIM (Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans) du chef touareg Iyad Ag Ghali, affilié à Al-Qaïda, prospère sur sa forte implantation locale. « Plus structuré, organisé en émirats et katibas coordonnant leurs actions, ce groupe est responsable de la plupart des pertes (françaises, NDLR), commet des exactions contre les populations, enrôle de force des combattants », confie le général Marc Conruyt, commandant de la force Barkhane, pour qui « Ag Ghali est notre ennemi le plus redoutable ». « La haute hiérarchie du RVIM est dans notre cible », assène une source élyséenne. Laquelle précise que les autorités maliennes, réticentes jusqu'ici, approuveraient ces éventuelles « neutralisations ».

## 2. Un sommet pour quoi faire ?

« Pour mettre un coup de pression sur la machine », lâche en « off » un diplomate. Dans le viseur de Paris, les gouvernements locaux qui n'en font pas assez pour le retour de l'Etat – policiers, instituteurs, administration – dans les immenses régions livrées aux terroristes. « Car il n'y aura de victoire que politique, répète-t-on comme un mantra au ministère des Armées. Or ces Etats sont pauvres, fragiles, il faut les aider économiquement, les appuyer par la formation, tout mener de front. Exemple, la bancarisation de la solde des militaires maliens, pour éviter qu'elle s'évapore au long de la chaîne de paiement ». Paris juge néanmoins que « les lignes bougent », avec des signaux comme la réfection de marchés ou de postes de police, la reprise d'une liaison aérienne vers des localités du nord malien ou la coopération



efficace avec la junte de colonels qui a renversé le pouvoir civil à Bamako (tout en insistant sur l'impératif d'organiser des élections au plus vite).

Dans ce contexte, et avec l'accroissement des menaces djihadistes vers d'autres pays africains, un repli partiel de Barkhane est-il vraiment imminent ? « Une réflexion est en cours sur le réajustement, le président la mène en lien avec ses homologues sahéliens », répond-on à l'Elysée. Sur le terrain, le général Conruyt se borne à répondre qu'on sera fixé « à la grande relève des troupes en mars »...

Reste qu'en France le soutien à Barkhane faiblit : pour la première fois un sondage Ifop, réalisé début janvier après la mort de cinq militaires – dont une femme – tués par des engins explosifs à quelques jours d'intervalle a donné une courte majorité, 51 %, désapprouvant l'opération. Ce déploiement massif et coûteux au Sahel (près d'un milliard d'euros par an), alors que ces groupes n'ont encore jamais frappé sur le sol français, contrairement aux terroristes ayant organisé depuis la Syrie

les attentats de 2015, sera un enjeu de la présidentielle de 2022. Les accusations de « bavures », même catégoriquement démenties par l'état-major et la ministre, comme récemment sur une frappe de Mirage qui aurait atteint des civils dans le village malien de Bounti (où une enquête de l'ONU a été ouverte), sèment le trouble en Afrique et en France dans une guerre qui est aussi de propagande, avec tout le poids d'Internet et des réseaux sociaux.

### 3. L'Europe peut-elle s'engager davantage ?

Rien n'agace plus à Brienne (qui abrite les bureaux du ministre des Armées) que d'entendre « la France est seule au Mali », l'Europe se tenant à l'écart de ce conflit local. Marginale au départ, la présence européenne monte lentement en puissance, qu'elle soit motivée par la solidarité entre membres ou par le lien fait avec l'afflux de migrants sur le Vieux Continent.

L'aspect le plus spectaculaire est la Task Force

Takuba, des groupes de forces spéciales européennes vouées à accompagner au combat leurs homologues maliens, nigériens, etc. Une quarantaine d'Estoniens, 60 Tchèques et 150 Suédois avec des hélicoptères et un avion tactique se trouvent sur le terrain, des Italiens sont attendus et des offres de service sont venues des Pays-Bas, du Danemark, du Portugal, de Hongrie, d'Ukraine, de Slovaquie et de Grèce. « Débarqués en juillet, les Estoniens accomplissent désormais des missions de combat avec Barkhane et les FAMA (Forces armées maliennes), se félicite un officier. Projeter au Sahel des soldats venus du fin fond de l'Europe n'a rien d'intuitif, et à l'échelle de leurs armées nationales – 6000 pour l'Estonie – c'est un effort considérable. » Si l'Allemagne participe au soutien logistique et à la mission des Nations unies (Minusma, distincte de Barkhane), elle ne fournira pas de troupes à Takuba, sa Constitution prohibant l'envoi de combattants dans toute opération hors mandat de l'ONU.

Source : Le parisien

## Démolition de la zone aéroportuaire : L'APIM soutient le gouvernement dans sa démarche



**L**e gouvernement de la Transition a démarré, le 14 janvier dernier, la démolition des constructions illicites se trouvant dans la zone aéroportuaire. Dans le cadre de cette opération, l'Association des Promoteurs Immobiliers du Mali (APIM) a, dans un communiqué, apporté son soutien aux plus hautes autorités.

Dans ce communiqué, signé par son président, Sory Ibrahima Maïga, l'APIM a rappelé que la zone aéroportuaire de Bamako – Sénou a été classée dans un premier temps par le Décret N°95-068/P-RM du 15 février 1995 portant classement d'une parcelle de terrain à usage d'emprise aéroportuaire, d'une superficie de 8 720 ha, qui par la suite a été dotée d'un Plan de Développement Intégré approuvé par le Décret N°96-338/P-RM du 28 novembre 1996. « **Un second classement, intervenu par Décret N°99-252/P-RM du 15 septembre 1999, assorti de déclaration d'utilité publique, lui a conféré le statut de domaine public artificiel de l'Etat et a ramené sa superficie de 8720 ha à 7194 ha** », précise le communiqué.

Selon l'APIM, cette décision fait suite à la délocalisation de l'aéroport de Hamdallaye, qui

était devenu trop proche des habitations, en 1975. « **L'objectif de cette délocalisation était d'éviter la proximité des habitations avec l'aéroport et de respecter les normes internationales de l'aviation civile, parmi lesquelles on peut citer, entre autres, la sécurité des mouvements des avions pendant les phases critiques de décollage, d'approche et d'atterrissage, les risques liés aux interférences sur les équipements de navigation aérienne** », a-t-elle expliqué.

Selon l'APIM, force est de constater que, ces dernières années, le domaine aéroportuaire a fait l'objet d'agressions à travers des occupations illicites (maisons à usage d'habitation, garages automobiles, activités en tout genre soutenues par des documents délivrés par certaines autorités), en violation des dispositions réglementaires et compromettant de plus en plus la sécurité de la navigation aérienne. « **L'on doit être conscient que le Mali est un pays continental, partant de là, que notre aéroport doit garder toute sa dimension Internationale pour être une plaque tournante au cœur de l'Afrique Occidentale [et que] le caractère international du**

**transport aérien fait que l'aviation civile est soumise à des normes et des pratiques recommandées par tous les Etats membres de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI)** », note-t-elle. Ainsi, l'API attire l'attention de la population sur la prolifération des lotissements faits en violation des procédures et pouvant porter préjudice à ses investissements, comme c'est le cas dans le domaine aéroportuaire de Bamako, et invite les Maliens au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme et de construction en République du Mali.

« **Nous soutenons le gouvernement dans ses actions concourant à la sauvegarde du domaine aéroportuaire ou de tout autre domaine de l'Etat classé public et restons disponibles pour l'accompagnement de la population à la recherche d'un toit ou des parcelles assainies, sécurisées sur tout le territoire national** », conclut le communiqué.

Abdoul DEMBELE  
Source: l'Indépendant



# L'ACRT de Issa Kaou N'Djim : Des démissions en cascade

**D**écidément, c'est la décente aux enfers pour l'ex-coordonateur de la CMAS et ex-porte-parole de l'ex « Guide éclairé » imam Mahmoud Dicko, en l'occurrence Issa Kaou Djim. Pour l'ambitieux « ex vendeur de percale » l'appétit venant en mangeant, et surtout après avoir pris goût aux privilèges du pouvoir en faisant main et pied pour intégrer le Conseil National de Transition (CNT). En effet, après avoir été chassé comme malpropre de la CMAS, déchu de son poste de porte-parole de l'imam Dicko, voilà que son autre machin à lui, l'ACRT (Appel Citoyen pour la Réussite de la Transition), se désagrège avec des démissions qui se font en cascade.

Déjà, au moins trois ténors de l'ACRT ont rendu le tablier, et d'autres, pas des moindres sont annoncés dans les jours à venir. En cause, la volonté désormais affichée par son président, Issa Kaou Djim, de transformer ce mouvement, et façon unilatérale, en une officine de campagne pour la candidature du Vice-président de la transition, le Colonel Assimi Goïta à la prochaine élection présidentielle !

Toute chose qui, selon les démissionnaires, est contraire aux objectifs assignés à l'ACRT, créé en décembre dernier par Issa Kaou Djim et certains leaders politiques et de mouvements associatifs pour soutenir la transition qui, selon eux, a besoin de la conjugaison des efforts de toutes les Maliennes et de tous les Maliens pour réussir, seul gage pour l'amorce d'une nouvelle ère au Mali.

L'Appel Citoyen pour la Réussite de la Transition « FASO KA WELE » se fixe comme objectifs d'œuvrer activement à la réussite de la Transition à travers un soutien politique et populaire ; exiger des poursuites judiciaires contre les commanditaires, auteurs, complices des tueries de Sikasso, Kayes et des 10, 11 et 12 juillet 2020 à Bamako ; exiger des poursuites



judiciaires contre les auteurs de détournements des deniers publics et la réalisation des audits des établissements publics...

Si tôt après sa création, Issa Kaou Djim s'était empressé d'aller le présenter à certaines personnalités, dont l'ennemi juré de son ex-mentor, le guide de Ançardine, Chérif Ousmane Madani Haidara. Fin janvier, en pleine disgrâce à la CMAS, Ibrahim Traoré, ministre Directeur de Cabinet du Président de la transition, Bah N'Daw, recevait Issa Kaou Djim et certains membres de son fameux ARCT.

A la sortie de cette rencontre, Issa Kaou Djim expliquait que c'est une démarche citoyenne comme l'indique la dénomination de sa structure qui n'a d'autre objectif que de soutenir la Transition. « J'ai signé aujourd'hui qu'on ne peut soutenir une transition sans avoir non seulement l'adhésion des plus hautes autorités qui ont la charge de cette transition y compris le président de la Transition représenté par son ministre, Directeur de Cabinet.

Au-delà de ce qu'on espérait du président de la Transition, ce que, non seulement, nous avons été bien accueillis, encouragés, mais une proposition concrète de nous soutenir dans l'implantation, dans la structuration et la mise en place d'une transition réussie et en disant séance tenante qu'est-ce que nous proposons a été faite. Comme nous sommes une structure qui représente des plateformes, nous avons une réunion au siège de la CMAS pour définir le plan de structuration sur l'ensemble du territoire à commencer par le District de Bamako, les communes.

Il n'y a pas grand chose qui se perd au Mali.

Mon point de vue, ce qui nous sépare, peut être souvent, c'est un problème de communication. C'est pour cela que je parlais tantôt de communication à dimension culturelle. Que nous soyons à Kidal, à Kayes, à Bamako ... ou des maliens de la diaspora. Nous sommes tous des maliens. Ce Mali nous appartient tous. Son rayonnement c'est l'affaire de tous ». Selon lui, pour que tout le monde s'inscrive dans cette dynamique, il faut souvent une bonne politique de communication et de sensibilisation.

Donc nous, nous sommes en phase avec les plus hautes autorités du pays. Nous soutenons le leadership de Bah N'Daou pour la réussite de la transition et de son vice-président Assimi Goïta, le gouvernement de la Transition, le président du CNT. Ils ont compris que ce que nous voulons, cela est extrêmement important. C'est du concret qu'ils ont proposé... »

Boulémie du pouvoir quand tu nous tiens ! En effet, moins d'un mois après cette rencontre avec le cabinet du Président de la transition, et certainement après échange dans les coulisses avec Assimi Goïta, voilà que l'homme qui ne recule devant rien pour les intérêts de son ventre, rêve déjà de porter ce dernier à la présidence de la République, à travers l'ACRT. Sauf que pas mal de ses camarades de route ne voient pas les choses de cette façon...

A ce rythme, il fort de se retrouver seul dans son nouveau challenge de porter Assimi Goïta à Koulouba !

■ Yama DIALLO

## Transition : Le Conseil National de la Société Civile se démarque

**L**e Conseil national de la Société civile (CNSC) a animé, à son siège, une conférence de presse ce vendredi 12 février 2021. Objectif : se démarquer de la Transition et dénoncer l'opacité de la gestion des militaires, le caractère non inclusif de l'organe législatif de la Transition (CNT) et exiger du gouvernement d'ouverture la mise à disposition d'une feuille de route détaillée.

Contrairement à la classe politique qui semble tétanisée et se complaire dans le fait du Prince, la société civile malienne refuse d'abdiquer et tente honorablement de résister. Au moment où chacun se tait et avale les couleurs, le Conseil national de la société civile choisit de donner de la voix. Dans son vœu : le Conseil National de Transition (CNT).

Le Conseil national de la société civile (CNSC), par la voix de son président Bouréïma Allaye, dit se référer aux dispositions de la Charte de la Transition, les décrets et décrets N°2020-

0143/PT-RM du 09 novembre 2020 relatif à la répartition des sièges au CNT entre les acteurs visés ci-dessus et N°2020-142/PT-RM du 09 novembre 2020 fixant les modalités de désignation des membres devant composer le CNT par les organisations et autres acteurs définis à l'article 13 de la Charte.

Pour le Conseil national de la société civile (CNSC) « ce non-respect met en doute tant la légalité que la légitimité de la représentativité de cet organe issu des concertations entre les forces vives de la nation ». En plus de la re-composition du CNT, Bouréïma Allaye TOURE, Président du CNSC demandera donc au gouvernement la mise à disposition du peuple souverain de la feuille de route détaillée de la Transition dans les meilleurs délais pour une mise en œuvre avec toutes les parties prenantes.

Par ailleurs, le Conseil national de la société civile (CNSC) exigera du gouvernement de la

Transition plus de détermination et d'intensification la lutte contre la corruption, l'insécurité, le terrorisme et la gestion des conflits inter et intracommunautaires, le retour de l'Administration et les services de base, la relecture de l'Accord conformément aux recommandations du Dialogue national inclusif (DNI) et enfin l'accélération du processus de lutte contre la corruption et la délinquance financière et l'assainissement de la gouvernance des affaires publiques.

Inquiet de la gestion opaque des affaires publiques par les autorités de la Transition, le Conseil national de la société civile (CNSC) exige plus de transparence et de rigueur. En effet, pour le président du CNSC, il n'existe à cette date aucune visibilité sur les fondements d'une transition qui doit jeter les jalons de la refondation du Mali à travers les réformes constitutionnelles, institutionnelles, l'organisation d'élections transparentes et crédibles et le tout sur la base d'une feuille de route détaillée assortie d'un chronogramme. Aucune feuille de route n'est pas encore disponible 5 mois après le début de la Transition.

Par Sikou BAH  
Source : INFO-MATIN



# La perfidie de l'oubli : L'imposture de la posture messianique



**U**n des pères de cette démocratie avait mis en garde dès l'entame contre les sauveurs suprêmes ou de guides dont il fallait se méfier comme ceux que décrivent les saintes écritures : "gardez-vous des faux prophètes. Ils viennent à vous en habit de brebis, mais au dedans sont des loups féroces. Vous les reconnaîtrez à leurs fruits. Cueille-t-on des raisins sur des épines, ou des figues sur des chardons? Tout bon arbre porte de bons fruits, mais le mauvais arbre porte de mauvais fruits. Un bon arbre ne peut porter de mauvais fruits, ni un mauvais arbre porter de bons fruits. Tout arbre qui ne porte pas de bons fruits est coupé et jeté au feu. C'est donc à leurs fruits que vous les reconnaîtrez" (Evangile selon Saint Matthieu, 7-15 à 20).

Point n'est besoin, face au drame ignoble qui se joue et à l'impuissance collective, de s'émouvoir et d'exiger comme l'éditorialiste du 22 mars 1991 que laisse tomber le masque l'assassin d'enfants aux mains souillées dont le seul tort a été de croire en l'avenir radieux du Mali et... Il suffit seulement à ceux qui désespèrent, comme le conseille le poète, d'écouter et de scruter plus souvent les faits et les actes que les leaders. Alors écoutons dans le landerneau politique, pardon dans ... « le Vent Le Buisson en sanglots : c'est le Souffle des ancêtres », la plainte, le cafardage et la charge de celui qui était chargé de la parole

dire que ce n'est pas lui qui a mis devant sa demeure des enfants du bon Dieu comme bouclier humain, ce n'est pas lui qui a fui pour aller se cacher...

Dans son discours à la journée mondiale de la Paix en janvier 2002, l'évêque du Saint-Siège, Jean Paul II a dit que « la prétention qu'à le terrorisme d'agir au nom des pauvres est une flagrante imposture ». L'imposture devient immonde lorsqu'en démocratie des charlatans transforment leur office au service de leur ambition en tribune au nom du peuple usurpant ainsi la souveraineté de celui-ci. Qu'est-ce que le peuple pour eux ? "Un âne qui se cabre" selon la formule de Hugo.

La situation actuelle de notre pays commande clairvoyance et exigence. Car, malgré tout, ce qu'on lui reproche le Vieux Le Pen a raison lorsqu'il dit « un peuple sans souveraineté est non seulement un peuple privé de liberté, mais un peuple menacé dans son existence ».

Pourquoi ne pas rendre hommage au génie de cet homme d'État, qui a été le communicateur d'un jour du Symposium organisé par ERES en 2000 ici à Bamako ? 20 ans après, les mises en garde de Alpha Oumar KONARE gardent toute leur pertinence au point de vous inviter à la cogitation et la délectation ! Relisez : « l'avancée du processus démocratique souffre aussi beaucoup des divisions des militants du mouvement démocratique. Mais, disons-le, le

plus souvent, ces dissensions sont dues à des expressions d'ambitions personnelles de leaders qui croient avoir été mal payés, oui mal payés. Parce qu'il s'agit de cela pour certains pour le travail fait, pour le sacrifice consenti. D'expressions d'ambitions personnelles qui se camouflent derrière des considérations idéologiques. Ils ne croient en réalité pas à l'expression du suffrage populaire. Leur seul parcours suffit à leur présence, pour eux, au sommet. Le peuple est ingrat ou immature. Les vainqueurs en dehors d'eux ne sauraient être que des usurpateurs. Quelle prétention ! Des prétextes pour duper, pour mystifier la population, notamment les jeunes avec des réputations, des images de combattants certainement établis, devenant ou devenus pas des anciens combattants, mais des contre combattants. S'il a alors été aisé et bon de jouer aux gardiens du temple. Mais quel temple quand on n'a pas réussi l'épreuve du pouvoir ? Quand on a eu, ou quand on a eu peur de l'épreuve du pouvoir et l'épreuve de la gestion des autres, des différences, du pluralisme, des réalités, de la transparence.

Les militants de l'ombre, pour nous, sont fondamentalement les militants de la lumière. Les gardiens du temple, pour nous, sont ceux là toujours sur la brèche, capables de critique et d'autocritique. Les gardiens du temple, pour nous, sont des combattants recyclables, se remettant toujours en cause, sans complaisance, incapables de haine et de méchanceté, tenant leur place. Toute place, à eux confiée, avec humilité, ne rejetant pas toujours la faute sur les autres. Capables d'évaluer leur parcours, leurs erreurs, leurs fautes. Les gardiens du temple autoproclamés sont les détenteurs de la vérité voguant sans principes au gré de leurs ambitions personnelles, de leurs intérêts claniques et de leur amertume. Les gardiens du temple, les vrais, assument leur rôle de responsables ou de faiseurs de responsables ; c'est-à-dire de véritables militants.

(...) Certains en appellent à des sauveurs suprêmes, à des recours, aux forces armées, oubliant que le temps des sauveurs suprêmes était révolu. Malheur aux sauveurs suprêmes ! Tous les arguments sont alors bons pour justifier les coups de force. »

**PAR BERTIN DAKOUO**  
**Source : INFO-MATIN**

## Les humeurs de Facoh : La transition de nos pas

**D**epuis la chute d'IBK en août 2020 par le CNSP d'Assimi Goïta et suivants, le Mali vit une transition politique dirigée par Bah N'Daw, un officier supérieur à la retraite que personne n'attendait pour ce rôle. Du désordre en pagaille avait présidé à la naissance de ce régime de passage, le M5-RFP, un conglomérat de minuscules partis politiques parrainé par un imam et le CNSP regroupant des officiers plus ou moins patriotes, se disputant les premiers rôles pendant plusieurs semaines.

Le M5-RFP rempli d'anciens hommes politiques ayant côtoyé de près l'homme des citations latines comme ministres de ses différents gouvernements, avaient exigé, comme si on ne les connaissait pas, la présidence du CNT, l'organe législatif transitoire. Cet honneur, pensaient ses barons, devait leur revenir en raison du rôle joué dans l'opposition à l'ami de Sènèque suivie de sa chute. Mais les militaires du CNSP, témoins de l'évolution du contexte politique, eurent une tout autre appréciation de la situation et, n'eût été la vigilance de la Cédéao, la transition aurait été la bamboula des politiciens professionnels ou une affaire toute militaire, de kaki et de bottes.

Un Président de transition fut laborieusement trouvé en la personne d'un officier supérieur à la retraite, anciennement ministre de la Défense et des Anciens combattants sous IBK, en la personne de Bah N'Daw.

Le gouvernement de transition fut trouvé de la même manière avec la nomination comme chef du gouvernement de Moctar Ouane, également ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale sous ATT. Tout cela se fit aux larmes de la classe politique dont certains chefs pensaient déjà que la vie à Las Palmas et sur la Côte d'Azur reprenait avec les sous de l'Etat. Il faut faire remarquer ici que pour cause de corruption et de mauvais résultats quand ils étaient en fonction, la plupart des responsables des grandes formations politiques furent écartés des consultations politiques, ne laissant place qu'aux amateurs de la chose politique qui vont légiférer pour nous. Mais d'autres sources assurent qu'ils ne sont pas encore allés à l'abat-



toir mais se réservent pour les prochaines échéances électorales, une disposition constitutionnelle interdisant aux responsables de la transition de se porter candidats aux élections futures.

Dans tout cela, ce qui posa problème fut le mode de désignation des membres du CNT. Non seulement le délai imparti aux candidats (à peine 2 jours) fut court mais également le CNSP ne fut pas trop regardant sur la qualité des candidats dont beaucoup furent des religieux, des vieux chevaux de retour rien que pour le bénéfice du poste et d'artistes plus à l'aise sur les planches du théâtre que sur les bancs de l'hémicycle.

Comparaison n'étant pas raison, on peut faire le rapprochement avec la constituante de 1991-1992, qui était remplie d'éminents juristes, de professeurs aux compétences reconnues dans leurs disciplines respectives et de médecins émérites sans lesquels les hôpitaux tombaient en panne quand ils étaient absents. Qu'à cela ne tienne, la transition est bien installée et fait son petit bonhomme de

chemin avec des hauts et des bas, avec le mépris bien caché de la classe politique et la grande satisfaction du peuple qui se dit que cela vaut mieux (on se rappelle que la Cour constitutionnelle avait bien cadré ses membres en leur refusant le titre de députés au profit de celui de conseillers parlementaires) que des députés pourris payés à des millions de F CFA par mois à ne rien foutre. Toutes ces incertitudes commandent à la Cédéao de veiller sur cette transition comme du petit lait sur le feu. Son représentant au Mali, l'ancien Président nigérian Goodluck Jonathan ne cesse de multiplier les voyages dans le pays pour se rendre compte de l'évolution de la situation. Il faudrait trop de culture politique et même d'imagination pour que le CNT arrive à boucher le trou de la jarre percée selon le mot de Ghézo, roi d'Abomey dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Facoh Donki Diarra**  
(écrivain, Konibabougou)  
Source: Mali Tribune

## Saint-valentin : « L'amour se fête tous les jours »

À l'occasion de la Saint-Valentin, célébrée le 14 février, le blogueur Yehia Boré nous explique ce qu'est l'amour selon lui.

**A**ujourd'hui, nous célébrons l'amour partout : c'est la Saint-Valentin, comme on aime si bien le dire. Je ne suis pas un expert de la question, je le reconnais, mais permettez-moi de me hasarder d'en parler pour avoir connu le véritable amour – et d'ailleurs « avoir connu », ce serait peu dire dans mon cas, alors disons pour l'avoir vécu.

Plus sages que moi ont essayé de définir ou d'expliquer le mot, mais toujours est-il que les réponses apportées sont floues et différent en fonction des expériences des personnes et des réalités de ce qu'elles ont vécu. Alors, sachez qu'on ne saurait donner à raison une définition standard à cette notion. Les poètes, les scientifiques, tous les domaines en ont leur conception propre. Mais, selon moi, il ne faut se fier qu'à soi pour l'expliquer, car l'amour a ses raisons que toutes les sciences au monde ignorent.

### « ON AIME TOUT D'ELLE SANS SAVOIR POURQUOI »

Si on me demandait ce qu'est l'amour, voilà ce

que je dirais : « Je ne sais pas ». Oui, je ne sais pas, car ce serait bête d'essayer d'expliquer ce qu'on ne comprend pas soi-même. Quand on aime une personne, on ne sait pas réellement ce qu'on aime d'elle. On aime tout d'elle sans savoir pourquoi. Est-ce sa tête qu'on aime, ses yeux, son nez, ses mains, son visage, sa démarche, son sourire ? On ne sait pas ce qu'on aime réellement chez la personne, car on aime tout d'elle.

L'amour est un paradoxe, mais je pense que c'est le plus beau des paradoxes. C'est la plus belle chose au monde qui puisse arriver à une personne : aimer et se sentir aimée. Savoir que l'autre pense à toi, se bat pour toi et qu'elle sera prête à tout sacrifier uniquement pour toi, c'est si beau. D'aucuns diront que c'est enfantin, mais c'est cela l'amour véritable : un don de soi sans aucune condition.

### « CE N'EST PAS QUE DES FLEURS, C'EST AUSSI DES ÉPINES »

L'amour, ce n'est pas que des fleurs, c'est aussi des épines. Il arrive que l'on soit submergé,

dépassé par les événements et que tout semble nous séparer de l'autre. On l'aime mais on a besoin de partir sans savoir pourquoi. Et c'est à ces moments que l'on se rend compte que l'amour a beau être beau, à lui seul, il ne suffit point pour être toujours ensemble.

Aller au-delà de l'amour, et c'est aussi cela aimer, faire des concessions et que chacun demeure libre dans ses choix. Il ne faut pas que l'on se sente étouffé.

Parfois, malgré tous les sacrifices que nous faisons, il arrive que tout prenne fin et que nos blessures soient si douloureuses qu'à jamais nous haïssons le mot « amour ». Et pourtant on ne doit pas, car ces tempêtes et tragédies font aussi partie de l'expérience humaine, c'est savoir vivre que d'accepter cela. Finalement, on ne doit jamais regretter d'avoir aimé, quoi qu'il arrive, car c'est divin.

Quant à moi, je pense que l'amour se fête tous les jours. Mais à cette occasion spéciale de la Saint-Valentin, profitez pour dire aux personnes que vous aimez combien vous les aimez, comment elles vous sont chères et que votre vie a plus de saveur, plus de couleurs grâce à elles.

Sachez que je vous aime comme au premier jour, vous, mes lecteurs, qui me donnez la force d'écrire. Merci d'être vous !

Source : Benbere



## Cascade de démentis et de précisions : La truille gagne le camp du pouvoir sénégalais

La truille est-elle en train de s'installer dans le camp du pouvoir dans l'affaire Sweet Gate impliquant le président de Pastef/ Les Patriotes ? Même si l'Apr et Benno s'auto-censurent, les quelques personnalités du régime dont les noms ont été cités ont soit apporté des démentis soit des précisions. Ils ont pour nom Papa Sagna Mbaye, Me Dior Diagne, Maodo Malick Mbaye...



Le dossier Sonko risque d'être comme une montagne qui accouche une souris. Pour cause : c'est la truille qui est en train de s'installer dans le camp du pouvoir avec des démentis et des précisions à n'en plus finir sur des éléments du dossier. Le cas qui a certainement retenu les attentions est le prétendu fils d'un cadre de Benno bokk yaakaar qui aurait servi de chauffeur à l'accusatrice du leader de Pastef quelques heures seulement après les faits. L'affaire a fait débat dans les réseaux sociaux au point que l'ancien maire de Pikine, le député Papa Sagna Mbaye sente le besoin d'apporter un démenti. L'affaire a finalement révélé ses secrets dans le communiqué du Directeur de l'Anamo et responsable à Benno Maodo Malick Mbaye reconnaissant ses liens de parenté avec le nommé Sidy Ahmed Mbaye qui aurait transporté l'accusatrice de Sonko. «Le nommé Sidy Ahmed Mbaye âgé de 29 ans cité dans cette affaire, comme 'le transporteur' de la dame Adjil Sarr est bien mon neveu ; le fils de mon grand-frère. Il habite par intermittence à Keur Massar et chez moi, avec mon épouse et mes enfants», reconnaît Maodo Malick Mbaye, qui cependant dit «qu'il est libre de ses allées et venues car ma-

jeur, et en toute indépendance car disposant de son temps libre comme il le souhaite, lorsqu'il ne dort pas chez moi. Je puis vous assurer que ma famille et moi-même, sommes en train de faire des investigations pour savoir quel est son lien direct avec la dame Adjil Sarr et les raisons de son implication dans cette affaire». Le Dg de l'Anamao dit en sus assumer pleinement son engagement et son appartenance à la mouvance présidentielle mais aussi et surtout sa loyauté à son chef. «Ceux qui me connaissent peuvent témoigner de mon engagement politique vieux de plus de 12 ans aujourd'hui. Avec plus de 70 déclarations, interviews ou passages dans les médias nationaux et étrangers, je n'ai jamais insulté ou tenu une once de propos déplaisant ou déplacé à l'endroit d'un adversaire politique ou de qui qu'il soit d'ailleurs. J'ai toujours mis un point d'honneur à ne pas verser dans des bassesses», a expliqué Maodo Malick Mbaye. Hier aussi dans la matinée, des informations ont circulé dans les réseaux sociaux sur Me Dior Diagne qui aurait rédigé la plainte et hébergé l'accusatrice de Sonko. Quelques heures auront suffi pour que l'avocate monte sur ses grands chevaux avec des menaces à l'appui.

«Des informations malveillantes diffusées sur les réseaux sociaux ce matin tendent à faire croire que j'aurai rédigé 'à 1 heure du matin' la plainte déposée par Mme Adjil Sarr contre M. Ousmane Sonko. Les mêmes sources ajoutent que Mme Sarr serait hébergée à mon domicile. Je tiens formellement à démentir ces grossièretés malveillantes, sorties tout droit de l'imagination de leurs auteurs et diffuseurs. Ni moi ni aucun membre de notre cabinet n'est mêlé à cette affaire», fulmine-t-elle. Faisant dans la menace, Me Dior Diagne dit porter cette affaire au niveau de la justice non seulement pour débusquer ses accusateurs mais aussi laver son honneur ainsi que celui de son cabinet. «D'ores et déjà, j'ai saisi la Division spéciale de lutte contre la cybercriminalité d'une plainte pour identifier les auteurs de ces affirmations fallacieuses qui ternissent mon image et celle de notre cabinet», a-t-elle annoncé. Autant dire que cette affaire qualifiée de sweet Gate risque d'avoir plusieurs ramifications. Surtout qu'elle semble gêner maintenant le camp du pouvoir.

**Magib GAYE**  
Source : WalfQuotidien

## G5 Sahel : L'indispensable soutien extérieur

Pour arriver à bout des groupes armés et terroristes, les cinq pays membres du G5 Sahel ont besoin de l'aide de la communauté internationale. Bien que l'organisation reçoive de l'aide de la France et des États-Unis, cette assistance reste insuffisante.

**N**'Djaména accueille, ces 15 et 16 février, le sommet des chefs d'Etat du G5 Sahel et de la France. Le président tchadien, Idriss Déby Itno, accueille ses homologues burkinabé, mauritanien, malien, nigérien et français pour faire le point sur la situation sécuritaire dans la bande sahélienne, un an après le sommet de Pau en France, tenu le 13 janvier 2020.

Le président français Emmanuel Macron l'a annoncé le 5 février, lors d'une conférence de presse commune avec la chancelière allemande Angela Merkel: le sommet de N'Djaména permettra de faire «le bilan d'étape sur nos avancées et victoires sur le terrorisme, particulièrement dans la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso et Niger, Ndlr)» et de «discuter du retour de l'État et des services publics dans les zones libérées du terrorisme». L'objet du sommet est «d'amplifier la dynamique» du sommet de Pau de janvier 2020 qui a permis «un clair renversement du rapport de force» dans cette zone des trois frontières où le Tchad a envoyé un second bataillon.

### Vers un réajustement de Barkhane

Il sera également question en outre pour la France de faire des rajustements aux dispositifs de lutte contre les djihadistes. Le dispositif Barkhane mobilise à ce jour plus de 5.000 militaires ; mais face à la montée des voix hostiles dans les pays du Sahel, cette présence pourrait être réduite. Une réflexion est en cours à ce sujet, a rappelé la présidence française. Mais le président Macron ne viendra pas à N'Djaména. Il échangera par visioconférence avec ses homologues du Sahel qu'il avait tous reçus en tête-à-tête à l'Élysée ces dernières semaines, selon la présidence française. L'Allemagne, absente à Pau (France), sera aussi présente dans la capitale tchadienne par son chef de la diplomatie. L'Allemagne qui a salué l'engagement de la France au Sahel et le «travail très important» réalisé, veut être plus présente dans la région.

Au sommet du G7 consacré à l'Afrique, le 25 août 2020 à Biarritz, Merkel et Macron ont appelé à «élargir» à d'autres pays et à «renforcer» financièrement la coalition internationale aidant les pays du Sahel à lutter contre les groupes djihadistes. Ils ont exprimé la nécessité de «changer d'échelle et de méthode» (Macron), car «la situation ne cesse de se détériorer» dans la bande sahélienne (Merkel).

### Un «signal important» des Américains

Le nouveau Secrétaire d'Etat américain, Anthony Blinken, livrera aussi un message vidéo aux dirigeants du Sahel. Une intervention que Paris qualifie déjà de «signal important». Pour Paris et le G5 Sahel, il est temps que les alliés européens et les Américains s'impliquent davantage dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Le G5 Sahel bénéficie essentiellement de l'appui de la France, avec les 4.500 soldats de l'opération Barkhane. La France fournit également véhicules, matériel, conseil et formation aux armées des cinq pays

sahéliens.

Près de 1.500 militaires allemands sont dans des missions de formation et d'appui à la Minusma, la force de l'ONU au Mali.

Les États-Unis, eux, fournissent de précieuses capacités de renseignement et de surveillance, du ravitaillement en vol et du transport logistique. Le 3 juillet 2020, l'ambassade américaine à N'Djaména a fourni des matériels d'une valeur de 8,5 millions de dollars au Tchad pour le soutenir dans ses efforts de lutte contre le terrorisme dans le Sahel.

Une résolution de 2017 de l'Onu prévoit que la Minusma (qui compte environ 13.000 Casques bleus) apporte un soutien opérationnel et logistique à la force conjointe du G5 Sahel.

A N'Djaména, le Maréchal du Tchad et ses hôtes du Sahel ne manqueront pas de réitérer leur appel à la solidarité internationale pour arrêter l'expansion du terrorisme au Sahel. Le G5 Sahel, seul, ne peut contenir cette menace qui fait tous les jours des victimes.

Source : TchadInfos



## Sport & musique : Askia Modibo, une icône au-delà de la musique !

**N**ous nous rappelons tous de cette chanson emblématique, dédiée à l'équipe Nationale du Mali à la veille de la CAN-1994 en Tunisie, est devenue avec le temps, quasiment l'hymne des Aigles du Mali.

Au nom de la Patrie reconnaissante, j'ai reçu ce lundi 15 février 2021, l'auteur de ce single « Les Aigles du Mali », l'artiste musicien Askia Modibo, afin de lui témoigner au nom des plus Hautes Autorités de la Transition, toute la reconnaissance de l'État malien pour son engagement patriotique matérialisé par cette chanson, qui aura été à tous les grands rendez-vous des Aigles depuis 1994.

Je tenais à le rassurer quant à la disponibilité

des plus hautes autorités du pays à l'accompagner pour l'accomplissement de son art pour le bonheur du Sport malien.

Nous avons évoqué les opportunités du secteur artistique et culturel pour le développement de la Jeunesse et du sport au Mali.

Symboliquement, je lui ai offert une moto pour faciliter ses déplacements et j'ai tenu à ce qu'il fasse partie de la délégation officielle du CHAN qui doit être reçue par le Président de la Transition, SEM Bah N'Daw, dans les jours à venir. J'ai également pris l'engagement que le Gouvernement du Mali, à travers mon département, fera de son mieux pour l'assister pour ses problèmes de santé évoqués au cours de la rencontre.



Quelle émotion de rencontrer celui qui a fait danser, chanter et vibrer les cœurs de millions de Maliens en portant haut les couleurs de l'équipe nationale, et d'être aujourd'hui reconnu pour services rendus à la Nation. Puisse la patrie lui être éternellement reconnaissante.

**Mossa Ag Attaher, ministre de la jeunesse et ses sports.**

## Cheick Diallo : Les raisons de son départ de la NBA

**C'est un transfert qui peut surprendre. Le basketteur malien Cheick Diallo a décidé de quitter la NBA pour s'engager en Russie avec le club d'Avtodor Saratov.**

**A**près 4 saisons et 187 matchs de NBA, le joueur de 24 ans va découvrir une nouvelle ligue. N'ayant pas été conservé par les Phoenix Suns cette saison, le pivot originaire de la région de Kayes était en quête d'une équipe. Les Charlotte Hornets, franchise de la légende Michael Jordan, et les Nets de Brooklyn avaient manifesté leur intérêt et les derniers cités tenaient la corde. L'équipe new-yorkaise, qui a procédé à une véritable mue avec l'association de trois superstars (Irving – Durant – Harden) est présentée comme l'une des grandes favorites au titre cette année. Mais la proposition des Nets ne convenait pas au Malien. En cause, un contrat non garanti et peu d'assurances sur le temps de jeu. Une condition désormais sine qua non pour Diallo, qui a envie de jouer et de faire ses preuves selon son conseiller Tidiani Dramé.

Cette occasion ne s'est jamais vraiment présentée pour lui, barré par la concurrence de Demarcus Cousins et d'Anthony Davis lors de ses premières saisons avec New Orléans. Le départ de ces deux joueurs n'a pas fait évoluer sa situation. Le transfert à Phoenix n'a pas vraiment été le déclic, puisque CD13 n'a disputé que 47 matchs sur les 82 que compte une saison NBA, même si la dernière a dû être écourtée pour cause de Covid-19.

### Partir pour mieux revenir

Le départ vers la Russie est stratégique, assure Dramé. Le joueur n'a signé que pour cinq mois, jusqu'en juillet, et compte revenir plus fort en NBA et négocier un contrat plus avantageux. « Je crois en son talent, il a juste besoin de jouer ». Diallo va donc avoir l'occasion



de se « montrer » dans une ligue relevée, au sein d'une équipe qui joue l'Europa Cup, la compétition de basket européenne la plus prestigieuse après l'Euroleague. La stratégie est aussi guidée par des exemples d'autres joueurs. Danny Green notamment. Ce dernier a profité du lock-out (grève) en NBA pour s'offrir une cure en Slovénie. Second couteau avant son départ, il a retraversé l'Atlantique avec un nouveau statut. Green a depuis remporté 3 titres NBA avec 3 franchises différentes.

**Boubacar Sidiki Haidara  
Source : Journal du Mali**





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Plutôt que de rentrer dans des confrontations musclées, vous mettrez le focus sur la stratégie « du rassembler plutôt que diviser ». Et cela marchera. Avec une équipe galvanisée, vous parviendrez à terminer dans les temps un chantier ou dossier compliqué.

L'équilibre de votre budget sera le cadet de vos soucis. Vous aurez surtout envie de vous faire plaisir et de vous acheter tout ce qui vous passera par la tête. Attention toutefois à ne pas dépasser les limites disponibles, car vous en ferez les frais.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Si votre tâche est routinière, une opportunité vous amènera à changer d'orientation. Vous devrez passer par une formation pour que le changement devienne effectif, mais la perspective d'une évolution vous incitera à tenter cette aventure professionnelle.

Une contrariété vous fera sortir de vos gonds. Vos désaccords porteront sur des questions financières ou sur les clauses d'un contrat qui n'auront pas été respectées. Vérifiez aussi les documents administratifs comme les assurances ou les impôts.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous travaillez avec des personnes compétentes. Elles vous aident à avancer plus vite sans vous fatiguer. Une nouvelle activité démarre et elle vous plaît. Un rapprochement peut se faire avec un collaborateur. Cette complicité vous encourage pour travailler.

Les dépenses peuvent concerner les sorties et les plaisirs. Vénus en Balance vous donne la possibilité d'avoir un budget plus important pour les dépenses. La tranquillité d'esprit vous accompagne. Mais la prudence reste de mise pour conserver la stabilité.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Dans la société où vous travaillez, vous aurez le sentiment d'être la cinquième roue du carrosse. À votre décharge, vous aurez tout de même des éléments qui conforteront votre impression : des réunions qui se déroulent sans vous, avancement bloqué, etc.

Très mal guidé par Saturne, vous prendrez un cap financier qui vous conduira droit sur des délais difficiles à tenir ou sur un dépassement de votre découvert. Le fait de vous trouver déjà en milieu de mois, en manque d'argent, vous rendra aigri.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous penserez avancer d'un petit pas, alors que vous ferez un grand bond en avant dans votre activité. On ne vous reconnaîtra pas dans cette humilité et certains se demanderont si vous serez sincère ou s'il s'agira d'une tactique pour vous glorifier.

Vous ne baisserez pas les bras, même si tout semblera concourir à vous décourager sur le plan financier. Vous aurez des atouts dans votre manche et vous abattrez vos cartes positives à la dernière minute afin de remporter le jackpot qui vous reviendra.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Venant vous appuyer, Uranus vous poussera à élever votre niveau d'ambition ou à travailler davantage. Cette planète soutiendra vos projets, vous fabriquera un réseau en béton et vous apportera un supplément de chance qui fera toute la différence.

Bien placé dans votre secteur II, Mercure vous sera d'une aide précieuse pour faire le point sur l'ensemble de vos engagements, de façon à vérifier qu'ils soient bien adaptés à vos besoins. Moyennant quoi, votre budget sera stabilisé et équilibré.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Un supérieur hiérarchique peut vous demander un rendez-vous. Il flotte dans l'air une ambiance favorable à votre évolution. La journée pourrait vous apporter un nouveau contrat. Des pourparlers vont dans ce sens. Faites attention aux clauses dans le contrat.

Peu d'inquiétude est à venir et vous avez bien raison. Les astres permettent de vivre au-dessus de vos moyens. Pourtant, la crainte n'est pas là. Vous restez confiant dans votre relation à l'argent. Un budget suffisant permet de tenir l'équilibre financier.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous n'aurez plus du tout envie de papoter avec vos collègues. Ce sera silence radio ! Côté travail, en revanche, pas de stress et encore moins de dossiers complexes à traiter..., le rêve ! Profitez-en, car cela ne pourra pas durer indéfiniment.

À la manière d'un ministre des finances, vous proposerez à votre famille un budget pour la rentrée de septembre. Comme de bien entendu, il ne fera pas l'unanimité. Pour éviter les querelles interminables, vous allez procéder à un vote. C'est la démocratie !



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

La tête pleine de projets et avec des idées nouvelles pour avancer dans votre secteur professionnel, les réponses mitigées pour certaines, voire franchement hostiles pour d'autres vous refroidiront. Vous aurez un atout de taille qui changera la donne.

Bien que très optimiste sur vos chances financières, vous écouterez la voie de la raison et du compromis afin de ne pas mettre tous vos oeufs dans le même panier. Vous pourriez d'ailleurs faire appel à un conseil avisé, aidé par Mercure en Balance.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vos responsabilités seront au premier plan et, comme tout Capricorne qui se respecte, plus on vous en confiera, plus vous aurez l'impression d'avoir de la valeur. Mais certaines d'entre elles seront lourdes et vous prendront un temps considérable.

Vous devrez faire attention à de possibles irrégularités, notamment si vous attendez une rentrée d'argent de type versement de primes. Même conseil, si vous négociez des échéances de remboursement. Vérifiez que tout sera conforme à vos intérêts.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Vous aimeriez trouver un poste qui vous met en avant. Votre caractère affirmé ne passe pas inaperçu. Une recherche d'un nouveau travail vous séduit. Les recherches se multiplient. Elles peuvent vous conduire vers des profils de postes intéressants.

Pensez à mieux gérer le budget. Il règne un contexte de fortes dépenses. Hélas votre meilleure volonté cède aux tentations. Le shopping peut être un moment de frais multiples. Des regrets sont possibles. Peu d'économie est possible pour le moment.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Côté professionnel, vous avez assez de talent pour aller là où personne n'ose s'aventurer. Du coup, vous redonnerez un sens aux initiatives en pariant sur la réussite à grande échelle. Avec la Lune noire en embuscade, vous ne vous contenterez pas des miettes.

En ce début de semaine, vous serez doublement prudent. Extrêmement réaliste, vous anticiperez vos besoins financiers, ainsi que ceux de votre entourage. À titre personnel, vous aurez toujours une poire pour la soif... C'est-à-dire, des économies..



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**